



Extract of FSU-95 Val d'Oise

<http://fsu95.fsu.fr/CONFERENCE-SOCIALE-SOUS-TENSION-LE.html>

Communiqué FSU - Les Lilas le 14 octobre 2015

CONFÉRENCE SOCIALE SOUS TENSION : LE GOUVERNEMENT DOIT RÉPONDRE AUX ATTENTES

[

Publication date: mercredi 14 octobre 2015



Copyright © FSU-95 Val d'Oise - Tous droits réservés

F.S.U.

Le malaise social est grand dans notre pays. Le dialogue social fonctionne mal.

Dans nombre d'entreprises trop souvent, ce prétendu dialogue a pour objectif d'imposer aux salariés des plans de restructuration, l'allongement du temps de travail, des suppressions d'emplois, autant de dispositifs qui se mettent en place au détriment des intérêts des salariés. Il s'agit plus d'un chantage à l'emploi que d'un cadre réel de négociations. En témoignent les événements d'Air France.

La décision unilatérale du gouvernement sur PPCR dans la Fonction publique crée un précédent dommageable au dialogue social.

La FSU alerte le gouvernement depuis très longtemps sur les conditions faites au dialogue social et sur sa dégradation. Elle lui demande aujourd'hui de réunir de manière urgente toutes les organisations syndicales pour traiter de ce sujet, lourd d'enjeux pour la démocratie sociale.

La FSU conteste les orientations du gouvernement en matière de politiques économique et budgétaire et particulièrement l'incessante réduction de la dépense publique. Ces choix, qui demandent toujours plus d'efforts aux salariés et retraités, font des cadeaux fiscaux aux entreprises et leur octroient des milliards d'euros au titre du pacte de responsabilité, sans contrepartie. Ils n'ont pourtant pas permis les créations d'emplois nécessaires, l'amélioration des conditions de travail et la revalorisation des salaires nécessaire aux salariés et à la relance économique.

Au contraire, les directions de grands groupes privés, en leur sein comme dans la sous-traitance, n'hésitent pas à brandir la menace du chômage pour dégrader les conditions de travail et de salaire, au nom de l'accroissement de la productivité, pour assurer la rentabilité de leur capital financier et la rémunération de leurs actionnaires.

Le rapport Combrexelle peut quant à lui déboucher sur un projet de loi qui affaiblirait encore les garanties des salariés en inversant la hiérarchie des normes et laissant prévaloir les accords locaux. La loi Macron a déjà permis une extension du travail dominical et de nuit, ce qui a dégradé les conditions de travail et les droits des salariés.

Dans la même logique, les propos du Ministre de l'Économie stigmatisent une nouvelle fois le statut des fonctionnaires et visent à imposer un modèle du travail fondé sur le rapport contractuel, plus flexible, plus précaire aussi et au détriment de l'intérêt général. La FSU s'est adressée immédiatement, par une lettre ouverte, au Premier ministre. Elle attend toujours qu'il clarifie les intentions du gouvernement quant au rôle qu'il entend ou non donner à la Fonction publique.

Si la FSU reste sceptique également sur les conditions d'un dialogue social constructif, elle a décidé de se saisir de la prochaine Conférence sociale pour y porter ses inquiétudes et désaccords avec cette politique et mettre les questions de droit du travail, conditions de travail et d'emploi, de formation et de qualification au coeur des débats.

Elle y portera ses revendications pour lutter contre le chômage et améliorer la situation des chômeurs en renforçant les aides et l'accompagnement de ceux-ci. Il s'agit aussi de rompre avec la logique de contrôle accru et de privilégier le retour à l'emploi. Enfin, la FSU portera ses propositions pour conforter les droits du travail et donner des perspectives à la jeunesse.

La FSU s'adresse à l'ensemble des organisations syndicales pour échanger sur la situation sociale, porter l'exigence d'un dialogue social constructif et proposer des interventions les plus unitaires possible.